

# oriGIn

Organisation pour un réseau  
international d'indications géographiques

Volume No. 9

Date: Décembre 2008

## Message du Président



Luis F. Samper,  
Président d'oriGIn

Chers membres,  
chers amis des IG,

L'année 2008 a été cruciale pour notre organisation et pour le monde des Indications Géographiques (IG).

Tout d'abord, en avril, OriGIn a déplacé son siège social à Genève afin de suivre de plus près les négociations multilatérales sur les IG. Les objectifs de notre organisation ont été présentés à Genève le 21 mai lors d'une conférence de presse, à laquelle a assisté une large audience de journalistes, diplomates et représentants d'organisations internationales. L'événement a eu une couverture médiatique remarquable, avec des médias tels que « The Guardian », « Forbes News », « Reuters » et l'Agence de Presse EFE qui en ont fait mention.

Depuis notre premier jour à Genève, nous avons mené des campagnes de sensibilisation auprès des négociateurs commerciaux afin de contribuer à faire avancer l'agenda des IG. A cet égard, la présentation par une large majorité des Etats membres de l'OMC d'un projet de « Modalités » de négociation concernant les questions liées à l'ADPIC représente un succès majeur. Nous sommes heureux de constater que plus de 100 pays soutiennent actuellement l'extension à tous les produits de la protection accordée aux vins et spiritueux par l'Article 23 de l'ADPIC ainsi que l'établissement d'un Registre d'IG

véritablement multilatéral. En 2009, nous continuerons à travailler sur cette question fondamentale.

Des nouvelles positives pour les IG sont également venues d'une autre institution internationale basée à Genève, l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). En septembre, l'OMPI a lancé un processus visant une réforme de l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international. Ce processus a pour objectif d'essayer de rendre l'Arrangement plus flexible et, ainsi, d'attirer de nouvelles parties contractantes. OriGIn a été consultée lors de la phase préliminaire de ce processus et a été invitée à participer au groupe de travail établi par l'OMPI pour travailler sur ces questions. De plus, à l'occasion du 50ème anniversaire de l'Arrangement de Lisbonne, célébré à Lisbonne le 30 et 31 octobre, OriGIn a eu le privilège d'organiser, en coopération avec l'OMPI et l'INPI Portugal, une exposition internationale d'Indications Géographiques, où plusieurs de nos membres ont exposé leurs produits uniques.

En 2008, OriGIn a continué à apporter un conseil juridique à ses membres et à conduire des campagnes de sensibilisation, centrées en particulier sur la reconnaissance de la protection *ex officio* des IG au sein de l'UE, suite aux conclusions de la Cour de Justice des Communautés Européennes dans l'affaire « Parmesan ». Nous avons aussi fait pression sur les offices nationaux des marques de plusieurs pays afin d'attirer leur attention sur l'obligation de refuser tout enregistrement identique ou confusément similaire à des noms géographiques protégés.

Enfin, profitant de la formidable expérience développée au cours de ces dernières années, en 2008 OriGIn a développé et lancé une nouvelle campagne de financement auprès des donateurs bilatéraux et multilatéraux, avec l'objectif de renforcer ses activités principales, notamment les campagnes de plaidoyer et les échanges de « meilleures pratiques » parmi producteurs.

Ainsi, l'année 2009 s'annonce à la fois prometteuse et riche de défis. Après plusieurs années de blocage des négociations à l'OMC en matière d'IG, en 2009 nous aurons une opportunité concrète d'obtenir des instruments juridiques efficaces au niveau multilatéral pour prévenir et mettre fin aux abus qui affectent négativement la réputation des IG. Cependant, nous aurons besoin de votre soutien, et de celui de vos gouvernements, pour exercer la pression nécessaire à atteindre ces résultats. De plus, les 25 et 26 juin, nous célébrerons notre prochaine Assemblée générale à Teruel, en Espagne. Cet événement sera l'occasion pour lancer notre nouveau programme d'échange de « meilleures pratiques » et proposer à nos membres de nouveaux services et de nouvelles opportunités de coopération.

Je vous remercie tous pour votre engagement et votre soutien à la cause des IG et j'attends 2009 avec impatience pour travailler avec vous pour achever nos objectifs communs!

J'en profite pour souhaiter à tous, ainsi qu'à vos familles, mes meilleurs vœux en cette période de fêtes de fin d'année.

## oriGIn

## ACTUALITÉ DES NÉGOCIATIONS À L'OMC SUR LA PROTECTION DES IG

**Au cœur des négociations du cycle de Doha: interview avec M. Daniel Oowoko, Premier Secrétaire, Mission permanente du Kenya**

*De Mme Ida Puzone, oriGIn*

Durant ces derniers mois, oriGIn a suivi de près les négociations du cycle de Doha. Après l'échec de la Conférence « Mini-Ministérielle » de l'OMC en juillet, oriGIn a interviewé M. Daniel Oowoko, Premier Secrétaire de la Mission permanente du Kenya auprès de l'OMC, afin de mieux comprendre les perspectives pour la conclusion du cycle de Doha.

**M. Daniel Oowoko, vous avez participé activement à la préparation et aux travaux de la Conférence Ministérielle de juillet 2008. Quel est votre point de vue par rapport à l'échec des négociations et quelles perspectives pronostiquez-vous quant à la reprise des discussions? Pensez-vous qu'un accord sur les « Modalités » de négociation est possible avant la fin de l'année ?**

« Avant la Conférence Ministérielle, les groupes de négociations avaient convenu de présenter aux Ministères convoqués à Genève un texte appelé le « *Paquet de Juillet* », à savoir une liste des problèmes mis sur la table des négociations. Après des journées de discussions très intenses, les obstacles à un accord multilatéral sont devenus évidents. A ce moment, un certain nombre de membres, en particulier quelque pays développés et quelques

économies émergentes, ont essayé de guider le processus, afin de maintenir en vie les négociations. Ces délégations poussaient fortement les autres membres vers la conclusion d'un accord, car elles craignaient que les échéances politiques, tels que des élections politiques prévues dans certains pays clés, auraient retardé d'avantage l'achèvement du cycle de Doha. Dans ce contexte, plusieurs pays en développement se sont sentis véritablement exclus du débat.

De plus, à cause d'un désaccord profond par rapport à des questions procédurales et substantielles, certains sujets clés, tels que les questions relatives à l'ADPIC, n'ont pas été soumis aux Ministres.

Pendant les derniers mois, plusieurs États-Membres, préoccupés des risques de perdre les réelles avancées acquises, ont essayé de reprendre le processus des négociations sur la base du dernier projet, le *Texte de Juillet*. Dans un contexte international de crise financière, les États Membres de l'OMC comprennent la nécessité d'envoyer un signal positif à la communauté internationale, en établissant un système commercial multilatéral plus juste. Malgré ces efforts, les différences entre les pays restent significatives et une nouvelle Conférence Ministérielle n'a pas pu être convoquée en Décembre.

Quant au Kenya, la priorité est de sauver les avancées faites dans les négociations en matière agricole et non agricole. Il est fondamental pour nous de mettre

en place les conditions adéquates pour arriver à des modalités d'accord sur l'agriculture et les produits non agricoles, même si aucun accord est trouvé sur les services et les questions relatives à l'ADPIC. Bien sûr, nous restons dans le groupe « amis des IG », mais le cycle de Doha ne peut pas continuer éternellement. Nous devons nous concentrer sur les questions urgentes telles que le changement climatique et la hausse des prix alimentaires, qui attendent désespérément au pas de la porte. »

**« Le projet de Modalités pour la réforme de l'accord sur les ADPIC est encore sur la table des négociations. Le groupe africain a réitéré son engagement pour trouver un accord sur les IG et sur l'obligation de la divulgation de l'origine pour les dépôts de brevets. Pour le groupe africain, ces questions restent essentielles dans l'agenda de Doha. »**

**Soumis à l'OMC par plus de 100 États Membres, le projet de « Modalités » pour la réforme de l'ADPIC représente un résultat historique après plusieurs années d'avancées limitées dans les négociations sur la Propriété Intellectuelle et les IG. Est-ce que la si-nommée « coalition CBD/IG » va par la suite rester unie sur ces questions? Quelles sont les perspectives d'avenir de ce projet de texte au sein du cycle de Doha ?**

« Le projet de Modalités pour la réforme de l'ADPIC est encore sur la table des négociations. Le groupe africain a réitéré son engagement pour trouver un accord sur les IG (extension et Registre multilatéral) et sur l'obligation de la divulgation de l'origine de la matière première génétique dans le dépôt de brevets. Pour le groupe africain, ces questions demeurent primordiales dans l'agenda de Doha. Cependant, alors que 110 Membres de l'OMC font pression pour une meilleure protection des IG et pour un système de brevets plus équilibré, une dizaine de pays soutiennent que dans le cycle actuel, il n'existe aucun mandat

pour discuter de ces questions. Malgré cette opposition catégorique, la coalition soutenant le projet de « Modalités » pour la réforme de l'ADPIC reste unie.

Les IG sont importants pour le groupe africain. Mais nous savons aussi que beaucoup reste à faire en termes d'assistance technique pour que nos pays soient capables d'utiliser pleinement les avantages offerts par les IG. Dans le futur, les IG vont jouer un rôle essentiel pour le développement des économies africaines. »

**Ces derniers mois, oriGIn a été très active dans la promotion des IG (et de leur protection juridique adéquate) comme outil de développement durable auprès du groupe africain. Quels ont été les changements, s'il y en a lieu, dans la vision des IG des délégations africaines ?**

« Aujourd'hui, les organisations non gouvernementales jouent un rôle clé dans les discussions politiques, sociales et économiques. Ces acteurs sont proches de phénomènes sociaux et économiques cruciaux.

La valeur ajoutée d'oriGIn est son indépendance. Grâce à oriGIn, le groupe africain a discuté pour la première fois la question des IG. Nous souhaitons continuer à travailler en collaboration avec votre organisation pour améliorer nos connaissances des opportunités offertes par les IG pour le développement durable de nos pays. La plupart de nos produits ne sont ni des vins, ni des spiritueux et ont besoin d'être protégés sur les marchés internationaux. Les IG sont ainsi très importantes pour nous. »

## ÉVÉNEMENTS

### Le "Livres vert sur la qualité des produits agricoles" et l'avenir des Indications Géographiques (IG)

Suite à la récente publication par la Commission européenne du "Livre vert sur la qualité des produits agricoles"

[http://ec.europa.eu/agriculture/quality/policy/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/quality/policy/index_fr.htm)), une table ronde sur l'avenir des IG dans



l'Union européenne (UE) a eu lieu à Bruxelles mercredi 3 décembre. L'événement a été organisé par oriGIn en collaboration avec la CNOAC (Confédération Nationale des Appellations d'Origine Contrôlée) et Mme Maria Petre, Membre du Parlement européen et "rapporteur" pour le Livre vert. Une centaine de représentants d'associations de producteurs d'IG, la Présidence française actuelle de l'UE, la future Présidence tchèque de l'UE, la Commission européenne, ainsi que de nombreux Ministères et institutions publiques, cabinets d'avocats et groupes d'intérêts ont participé à cette table ronde.

OriGIn et CNAOC ont salué l'initiative de la Commission européenne et ont présenté leur point de vue sur le Livre vert, notamment sur le Chapitre II, consacré principalement aux IG. Les deux organisations ont exprimé leur accord sur un certain nombre de mesures qui pourraient optimiser la protection et la promotion des IG au niveau

européen: l'opposition à la prolifération des logos en matière de qualité au niveau européen, l'application des règles européennes existantes concernant l'obligation pour les offices des marques de refuser toute demande d'enregistrement de noms identiques ou similaires à des Appellations d'Origine Protégée (AOP) et/ou des Indications Géographiques Protégées (IGP), le besoin urgent d'adopter des mesures pour garantir la mise en place concrète par les États-Membres d'une protection « *ex officio* » des IG, de renforcer le rôle des associations de producteurs dans la gestion et la protection des IG et d'assurer des règles plus efficaces en matière d'IG au niveau de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

OriGIn avait auparavant lancé une consultation parmi ses membres pour arriver à une position commune sur les questions soulevées par le Livre vert. OriGIn a été la première institution enregistrée dans le Registre des groupes d'intérêts de la Commission européenne à soumettre ces commentaires sur le Livre vert. La position d'oriGIn est disponible à l'adresse électronique suivante : [http://ec.europa.eu/agriculture/quality/policy/opinions\\_en.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/quality/policy/opinions_en.htm)

### OriGIn au 50ème anniversaire de l'adoption de l'Arrangement de Lisbonne

Une conférence pour célébrer le 50ème anniversaire de l'Arrangement de Lisbonne pour la protection des Appellations d'origine



M. Ernesto Rubio, Directeur Général Adjoint de l'OMPI, M. Francis Gurry, Directeur Général de l'OMPI et M. Luis Fernando Samper, Président d'oriGIn President.

et leur enregistrement international a eu lieu à Lisbonne les 30 et 31 octobre 2008. Deux cents participants de 50 pays étaient présents à cette occasion.

Dans le cadre de la conférence, oriGIn et l'INPI Portugal ont organisé une exposition internationale d'IG. Parmi les membres d'oriGIn, plusieurs ont participé à l'évènement: Huile d'Argane (Maroc), Café de Colombie (Colombie), Champagne (France), Gruyère (Suisse), Habanos (Cuba), Parmigiano Reggiano (Italie), Prosciutto di Parma (Italie), Pruneaux d'Agen (France), Tequila (Mexique). La liste des produits et des institutions qui ont participé à l'évènement est disponible à la page :

[http://origin.technomind.be/fileadmin/origin/PDFs/English/OriGIn\\_publications/News/Microsoft\\_Word\\_-\\_Flyer\\_FORUM\\_on\\_geographical\\_indications.pdf](http://origin.technomind.be/fileadmin/origin/PDFs/English/OriGIn_publications/News/Microsoft_Word_-_Flyer_FORUM_on_geographical_indications.pdf)

L'OMPI a annoncé son intention d'amender l'Arrangement de Lisbonne pour rendre l'accord plus flexible et pour attirer de nouvelles parties contractantes. OriGIn participera au groupe de travail de l'OMPI établi pour discuter de ces questions.



## oriGIn

### EXPÉRIENCES DE SUCCES

#### OriGIn aide les associations agricoles de Mongolie à développer durablement les IG

De Mme Anne Lubell, Association de Développement Durable

OriGIn a appuyé avec succès les producteurs mongols dans leurs efforts de développement des IG locales. Cette mission s'est déroulée dans le cadre d'un projet financé par *The Asia Invest ALLIANCE* (un réseau euro-asiatique qui a pour but de faciliter le développement des affaires en Asie et qui est soutenu par l'Union européenne). A cette occasion, oriGIn était partenaire de plusieurs organismes, tels que le *Campden Chorleywood Food and Research Association*, (CCFRA), le *Sustainable Development Association (SDA)* et la *Mongolian National Chamber of Commerce and Industry (MNCCI)*.

Au début du projet, les associations locales de producteurs et les Chambres de commerce manquaient de connaissance de base sur les « meilleures pratiques » utilisées tout au long de la chaîne de production/distribution agricole, ainsi que sur les techniques de commercialisation de produits à valeur ajoutée tels que les IG. Grâce au projet, la connaissance en matière d'IG des différents acteurs s'est améliorée. Le projet a ainsi permis de mettre en évidence les facteurs nécessaires pour le développement des IG. Par ailleurs, les capacités d'exportation des producteurs mongols ont été renforcées par la formation apportée en matière de *European Good Hygiene Practices, Good Agricultural Practices and Good Manufacturing Practices*.



#### RÉSULTATS PRINCIPAUX:

Un site Internet bilingue a été conçu afin de mettre en place une interface active entre les participants européens et mongols et permettre le suivi du projet. Le site fournit des informations aux participants et à toute association agricole et d'entreprises qui souhaite connaître les évolutions du projet.

Une évaluation des besoins locaux a permis de mettre en place une formation appropriée pour répondre aux besoins des acteurs mongols et réaliser les échanges les plus adaptés à la situation des organisations agricoles et commerciales locales. Cette évaluation préliminaire des besoins locaux a

été à la base des activités futures du projet.

Un *voyage d'étude* en Europe a été organisé dans le but de faire découvrir à 10 producteurs mongols un large éventail d'institutions et d'organisations de producteurs du réseau oriGIn en Espagne et en France. Ces visites ont permis de multiplier les modèles et les exemples qui pourraient potentiellement être adoptés par les organisations de producteurs mongoles. Parmi les nombreux sites et institutions visités, on peut citer notamment le Secrétariat d'oriGIn, le *Consejo Regulador de la PGI Jijona y Turrón de Alicante*, l'INAO et la Coopérative du Bœuf du Fourg Orchards.

Le voyage d'étude a permis de présenter aux participants les « meilleures pratiques » et modèles institutionnels européens dans le domaine des IG. Notamment, certains thèmes-clé ont été analysés lors des visites : le cadre juridique de l'UE, les modèles de certification, le contrôle de la qualité, les « bonnes pratiques » d'hygiène.

Dans le cadre du projet, un *séminaire sur les meilleures pratiques de l'UE en matière de développement des IG* a eu lieu en mai 2008 à Ulaan Bataar en Mongolie, avec la participation de plusieurs experts du réseau oriGIn. Plusieurs acteurs locaux, tels que les représentants du bureau de la propriété intellectuelle de Mongolie, des bureaux régionaux de la MNCCI, des associations de producteurs (comme la coopération du lait de chameaux, du traitement de la viande, de la laine et du cashmire) ont participé au séminaire. Les discussions ont été centrées sur les thèmes relatifs au développement des IG, à la certification, à la sécurité alimentaire et aux activités de marketing.

Une *base de données* des IG l'UE et des associations de

producteurs mongoles a été développée afin de servir comme centre d'échange de l'information entre les producteurs d'IG. Cette base a également un potentiel important pour le développement d'opportunités d'affaires.

Enfin, un *manuel sur les "meilleures pratiques"* pour le développement durable des IG a été réalisé. Disponible en anglais et en mongol, le contenu couvre les thèmes de la certification, la sécurité alimentaire, les normes de sécurité alimentaire, l'enregistrement et la mise en œuvre des IG.

### L'huile d'Argan: Première IG du Maroc

De Mme Audrey Aubard, F.R.C.A.A.

Au deuxième semestre 2008, l'huile d'Argan devrait être reconnue comme la première IGP du Maroc, avec le concours de la Fédération Régionale des Coopératives Agricoles d'Aquitaine (F.R.C.A.A.), membre du réseau oriGIn.



Lors des « *Assises de l'oriGIn 2006* », les régions Aquitaine et Souss Massa Draa du Maroc ont noué un accord de coopération portant sur la mise en place d'une IGP pour la filière Huile d'Argan. Mais cette « belle histoire » avait déjà commencé en novembre 2005 en Chine, à l'occasion du Congrès d'oriGIn.

#### UNE ALTERNATIVE « TERROIR » :

Un contrat de coopération préexistait entre les instances politiques du Conseil régional d'Aquitaine et du Conseil régional de Souss Massa Draa. En novembre 2006, une première

mission débouche sur le diagnostic suivant : « des coopératives structurées, très bien organisées, respectant les normes *Hazard Analysis and Critical Control Points* (HACCP). Mais un seul point faible : le positionnement du produit qui cumule des logos imposés par les clients », explique Jacques Weill qui conduit le projet pour la FRCAA.



#### DERRIÈRE LES POLITIQUES

Le groupement des demandeurs de l'IGP s'est appuyé sur la petite équipe du Conseil régional de Souss Massa Draa. « À partir de là, nous avons travaillé comme nous l'aurions fait en France », explique Jacques Weill. « Productrices, coopératives, négociants et industriels ont travaillé ensemble à l'élaboration d'un cahier des charges ».

Ce dernier a été finalisé et doit être approuvé par les membres de l'association marocaine de l'IGP pour l'Huile d'Argan, AMIGHA (qui signifie en berbère « Princesse »... Un bel emblème pour les productrices!).

En octobre dernier, le Président du Conseil régional de Souss Massa Draa est devenu Ministre de l'agriculture du Maroc, ce qui a facilité le processus. La loi marocaine sur les IG a été publiée en juillet 2008.

#### POURQUOI LA FRCAA ?

Pour maintenir une valeur ajoutée sur les territoires, la coopération sait comment s'y prendre ! La FRCAA, membre d'oriGIn et coorganisatrice de l'événement « *les Assises de l'origine* », possède un véritable savoir-faire

dans le domaine des IG qu'elle met en pratique dans une région, telle que l'Aquitaine, leader mondial des IG.

oriGIn

## AUTRES ÉVÉNEMENTS

### Séminaire sur les IG en Colombie

En novembre, M. Luis Fernando Samper (Président d'oriGIn), M. Ramón Gonzalez Figueroa (Vice-président d'oriGIn pour l'Amérique du nord) et M. Adargelio Garrido de la Grana (Vice-président d'oriGIn pour l'Amérique centrale et les Caraïbes) ont participé au séminaire de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. Ils ont eu l'occasion de présenter devant une large audience leurs respectives expériences d'IG de succès.

### L'huile d'Argan reçoit le Prix International « Parmigiano- Reggiano »

Le 25 octobre 2008, lors du Salon international du goût de Turin, le Prix International « Parmigiano-



Mme Zoubida Charrouf, Vice-président d'oriGIn pour Afrique du Nord et Moyen Orient et représentant des producteurs de l'Huile d'Argan et M. Giuseppe Alai, Président du "Consorzio del Parmigiano-Reggiano"

Reggiano » a été attribué à l'huile d'Argan du Maroc.

Ce Prix International a été institué en 2004 par le Consortium « Parmigiano-Reggiano » à l'occasion du 70ème anniversaire de sa fondation, afin de

récompenser la défense et la promotion des productions alimentaires traditionnelles dans le monde. En 2006, le Prix International avait été décerné à la Fédération des Producteurs de Café de Colombie. Félicitations à l'Huile d'Argan pour ce succès important !

### Séminaire organisé par le FAO sur les Produits alimentaires de qualité liés à une origine géographique et aux traditions en Europe méridionale et orientale

M. Tomislav Galovic, (Vice-président d'oriGIn pour l'Europe de l'est) et M. Massimo Vittori (Secrétaire Général d'oriGIn) ont participé au séminaire sur les produits alimentaires de qualité liés à une origine et aux traditions en Europe méridionale et orientale, tenu à Belgrade le 3 et 4 décembre 2008. Pour plus d'information, voir : <http://www.foodquality-origins.org/serbia/>

### Conférence de lancement du projet international de coopération « FOOD ROOTS » - Indications Géographiques (Moscou, 16 décembre 2008)

Le 16 décembre, Buonitalia Spa, Aicig - "Associazione Italiana Consorzi Indicazioni Geografiche" - et Retecamere, en collaboration avec l'ICE de Moscou et oriGIn, ont organisé une conférence de presse à Moscou pour présenter le projet de coopération internationale "FOOD ROOTS", pour la promotion dans le monde du concept d'Indication Géographique. M. Vittori a participé à cet événement en tant Qu'intervenant.

oriGIn

## CALENDRIER

25, 26 June

2009

